

*Initiatives ministérielles*

du Canada» dont parlait le premier ministre pendant la campagne référendaire.

Le premier ministre a tenté de dresser une région contre une autre en se servant de cet argument bidon. Les députés de ce côté-ci de la Chambre, de même que les Canadiens, ne mordront pas à l'hameçon. Nous ne disons pas non plus qu'il faut chasser les fabricants de médicaments brevetés. Personne ne propose une telle chose et personne soutient que les sociétés de médicaments brevetés ne devraient pas obtenir un bon taux de rendement sur leurs investissements et enregistrer des profits après avoir beaucoup investi dans la recherche et le développement. Personne ne pense cela.

• (1320)

Il reste cependant, comme l'ont souligné d'autres orateurs, que les fabricants de médicaments brevetés au Canada occupent 92 p. 100 du marché. Ce n'est pas si mal. Nous recommandons simplement le statu quo, pour l'amour du Ciel. Nous disons: «Ne changez rien au système qui permet actuellement aux sociétés de médicaments génériques d'occuper 8 p. 100 du marché.» La plupart des sociétés canadiennes ne peuvent que rêver au jour où elles contrôleront 92 p. 100 du marché. Le gouvernement veut toutefois modifier le système parce que les fabricants de médicaments brevetés ne se satisfont pas d'une part représentant 92 p. 100 du marché.

Monsieur le Président, vous savez à quel point les Canadiens ont à coeur leur régime de soins de santé: il est excellent et il est différent des autres. Il définit un peu qui nous sommes. Quand on voyage dans le monde entier, que ce soit pour affaires ou pour agrément, notamment durant la période des Fêtes, on constate, dans diverses régions du monde, que les gens admirent toujours le régime dont bénéficient les Canadiens si, par malheur, ils tombent malades. Même certains conservateurs ont le courage de le reconnaître.

S'ils sont fiers de notre régime de santé qui est unique au monde, pourquoi ne le sont-ils donc pas de l'industrie pharmaceutique qui est typiquement canadienne, qui est conçue pour et par des Canadiens et qui fonctionne très bien pour notre régime de soins de santé, nos consommateurs et nos entreprises pharmaceutiques? Pourquoi ne devrions-nous pas être fiers de la préserver et de solidifier ses assises au lieu d'essayer de la démanteler?

Les députés d'en face disent que c'est une question de financement de la recherche, que les universités vont obtenir des fonds des entreprises qui fabriquent les médicaments brevetés et que des emplois vont être créés. C'est vrai, mais les mêmes arguments valent pour les entreprises qui fabriquent des produits génériques, car la

totalité de leurs activités de R-D, des impôts qu'elles versent, des bénéfices qu'elles réalisent et de tous les emplois qu'elles créent restent au Canada. On ne peut dire la même chose des sociétés qui fabriquent des médicaments brevetés. La société mère, où qu'elle soit située, récupère une bonne partie des bénéfices, des emplois, des encouragements et des activités de R-D. Nous pouvons aussi parler des emplois et des encouragements.

Les députés d'en face ont dit que la société Eli Lilly Canada a investi 170 millions de dollars, cette semaine, dans la ville que le député de Broadview—Greenwood et moi avons l'honneur de représenter. Ils insistent là-dessus. Cependant, ils se gardent bien de dire ce qu'a déclaré au *Financial Post* le président de la société Eli Lilly Canada, qui a investi 170 millions de dollars dans une usine de Toronto qui fabrique des médicaments brevetés. Voici ce qu'il a dit: «Le projet de loi C-91, qui est actuellement à l'étude à la Chambre des communes, n'a pas aidé à attirer l'investissement à Toronto.» Je répète: «Le projet de loi C-91», dont nous discutons aujourd'hui, «n'a pas aidé à attirer l'investissement ici.»

C'était une observation honnête et sincère. Je félicite l'entreprise de faire un tel investissement dans la conjoncture actuelle, mais il faut se rappeler que, sur les 170 millions de dollars, 40 millions de dollars seront versés en salaires. Les salaires sont-ils un investissement ou cela fait-il partie du tout? De plus, l'agrandissement de l'usine coûte 50 millions de dollars.

Je ne veux pas que les députés induisent la population en erreur en disant qu'il s'agit d'un investissement de 170 millions de dollars dans la R-D.

Le président a eu l'honnêteté d'admettre ceci: «Vous savez, nous avons prévu cela bien avant qu'il ne soit question du projet de loi C-91. Le régime était bon. Nous obtenions un bon rendement.»

Cette mesure va coûter cher aux contribuables. La seule rétroactivité jusqu'à décembre dernier va rapporter des bénéfices imprévus de 2 milliards de dollars. Pour la seule application rétroactive, les fabricants des grandes marques vont empocher 2 milliards. Un de ces fabricants va recevoir à lui seul 1,3 milliard. Est-ce acceptable? Est-ce équitable, au moment où les Canadiens en sont réduits à s'inquiéter de leur sécurité d'emploi et à se demander s'ils pourront compter sur des services abordables en cas de maladie? Est-ce que c'est le bon moment pour envoyer ce message aux Canadiens, au lieu de stimuler l'économie et de remettre le Canada au travail? Nous envisageons de faire disparaître un régime, ce qui aura pour conséquence de faire augmenter le prix des médicaments d'ordonnance.